



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 21 mars 2013

7722/13

PE 138  
INST 135

**NOTE**

---

du:	Secrétariat Général du Conseil
aux:	délégations
Objet:	Compte-rendu de la réunion de la <b>commission des affaires constitutionnelles (AFCO)</b> , tenue à Bruxelles les 18 et 19 mars 2013

---

La réunion a été présidée par M. CASINI (PPE, IT).

***Point 1 à l'ordre du jour***

**Adoption de l'ordre du jour**

Après que MM. DUFF (ALDE, UK), HÄFNER (Verts/ALE, DE), MESSERSCHMIDT (EFD, DK) et BRONS (NI, UK) eurent estimé qu'il serait prématuré de procéder le 19 mars au vote du rapport GIANNAKOU (PPE, EL) sur les partis politiques européens, le report du vote a été décidé.

***Point 4 à l'ordre du jour***

**Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2014 – toutes sections**

Rapporteur pour avis: M. MESSERSCHMIDT (EFD, DK)

- Échange de vues avec Mme JENSEN (ALDE, DK), rapporteur de la Commission des budgets

Mme JENSEN (ALDE, DK) a fait état de l'incertitude découlant de l'absence d'accord sur le cadre financier pluriannuel (CFP) et indiqué que le premier trilogue sur le budget 2014 aurait lieu le 19 mars.

Elle a déploré que le Conseil semble vouloir ignorer le traité de Lisbonne en maintenant la distinction entre dépenses obligatoires et dépenses non obligatoires et fait part de ses doutes quant au réalisme des décisions prises par le Conseil européen en ce qui concerne les dépenses administratives.

M. MESSERSCHMIDT (EFD, DK) a indiqué que, du point de vue d'AFCD, les priorités du budget 2014 devaient être le financement de l'initiative citoyenne européenne, ainsi que celui des partis politiques européens et de l'Année européenne des citoyens. Il a estimé que la question des dépenses administratives devrait faire l'objet de discussions entre les groupes politiques et appelé à promouvoir la transparence en matière de dépenses. M. DUFF (ALDE, UK) a appelé à une mise en œuvre pleine et entière du traité de Lisbonne et estimé que le Parlement européen pourrait le cas échéant saisir la Cour de justice de l'UE. M. HÄFNER (Verts/ALE, DE) a émis le souhait que des ressources propres soient introduites et jugé important d'évaluer les résultats des actions menées par l'UE jusqu'à présent. M. CASINI (PPE, IT) a souligné la nécessité de financer des campagnes afin d'encourager la participation aux élections européennes et a invité à surmonter les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des initiatives citoyennes.

Mme JENSEN a indiqué partager l'accent mis sur les élections européennes et la transparence. Elle a regretté que la procédure budgétaire soit retardée par la décision du Conseil de consulter les parlements nationaux sur le projet de budget 2014.

### ***Point 5 à l'ordre du jour***

#### **Modification du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 relatif au financement des partis politiques européens**

AFCD/7/11407

Rapporteur pour avis: M. GUERRERO SALOM (S&D, ES)

Rapporteur pour la commission compétente au fond (BUDG): Mme GRÄBLE (PPE, DE)

- Échange de vues

M. GUERRERO SALOM (S&D, ES) a souligné que le règlement financier devrait être modifié pour tenir compte du rapport GIANNAKOU (S&D, EL) et qu'il ne s'attendait dès lors pas à ce que l'adoption de son projet d'avis soulève des difficultés. Il a précisé qu'il ne serait pas procédé au vote sur son projet d'avis avant que le rapport GIANNAKOU n'ait été adopté.

M. GUERRERO SALOM a appelé à un contrôle rigoureux et transparent de l'utilisation des fonds et apporté son soutien à la proposition de la Commission de passer d'un système de subvention de fonctionnement (grants) à un système de contributions, ainsi qu'à l'abolition des programmes de travail, l'introduction de la règle n+2 et la réduction du pourcentage de cofinancement. M. GUERRERO SALOM a considéré que le rapport de la Cour des Comptes fournissait une base de travail utile, et précisé que cette appréciation était partagée par la commission BUDG.

M. DUFF (ALDE, UK) a marqué son accord pour s'inspirer du rapport de la Cour des Comptes. Il a demandé au rapporteur de préciser à quelles instances du PE il envisageait de confier l'administration des fonds et l'a interrogé sur l'introduction d'une procédure de recours administrative ouverte aux partis politiques.

M. GUERRERO SALOM a répondu que le Secrétariat général du Parlement européen devrait à son sens administrer les fonds et s'est dit prêt à clarifier le projet d'avis.

Calendrier:

8 avril: délai pour le dépôt des amendements;

23 avril: vote par AFCO.

### ***Point 6 à l'ordre du jour***

#### **Interprétation des articles 156 et 161 du règlement intérieur du Parlement : amendements oraux**

AFCO/7/12008

- Examen de l'interprétation du règlement du Parlement (à confirmer)

L'examen de ce point a été reporté à une réunion ultérieure.

### ***Point 7 à l'ordre du jour***

#### **Interprétation de l'article 159 du règlement intérieur du Parlement: égalité des voix**

AFCO/7/12007

- Examen de l'interprétation du règlement du Parlement (à confirmer)

M. CASINI (PPE, IT) a indiqué qu'il proposait de suivre l'avis du service juridique du PE, aux termes duquel l'article 159 du règlement du PE s'applique en cas d'égalité des voix lors des votes relatifs aux interventions du PE dans les affaires pendantes devant la Cour de justice de l'UE.

***Point 9 à l'ordre du jour***

**Statut et financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes**

AFCO/7/10671

Rapporteur: Mme GIANNAKOU (PPE, EL)

- Examen du projet de rapport

Mr CASINI recalled that the vote on the report had been postponed and announced that it would take place on 15 April in Strasbourg.

Ms GIANNAKOU (EPP, EL) regretted that the decision to postpone the AFCO vote had been taken without a quorum.

Mr TRZASKOWSKI (EPP, PL) said that there was time to finalize the compromise amendments ahead of the April vote and urged to focus the discussion on the institutions' diverging legal opinions. Concerning the registration of parties, he said that – given that the Court of Justice of the EU (ECJ) could not play a central role and that the Commission refused to be involved – the central role should be played by the committee of three eminent persons appointed by the institutions.

Mr TRZASKOWSKI indicated that it would be for the EP to decide at a later stage on the internal implementation of the registration procedure and to find a way to de-politicise it, under the final supervision of the ECJ.

Mr DUFF (ALDE, UK) welcomed the postponement of the vote in view of the insufficient preparation of the political groups, and pointed out that several of the compromise amendments would otherwise have had to be split. He agreed that the three diverging legal opinions deserved further consideration, and stressed the need for an autonomous legal status for European political parties. Mr DUFF felt that the technical issue of registration should be clearly distinguished from that of the political assessment of possible breaches of values, and asked to clarify what EP organ would decide on registration and breaches of values. Mr DUFF also called for laying down in the Regulation detailed provisions on penalties and expressed his confidence in the possibility to find compromises.

Mr GUERRERO SALOM (S&D, ES) welcomed the decision to vote on 15 April in view of the negotiations ahead. With the support of Mr MOREIRA (S&D, PT), he opposed the proposed deletion of the reference to EU values in Article 3.

Mr HÄFNER (Greens/EFA, DE) felt that his group's amendments were not adequately covered by the compromise amendments, and called for a consensual approach. With the support of Mr MOREIRA, he emphasised the need to ensure that the EP takes objective and impartial decisions. Mr HÄFNER also expressed confidence in the possibility to reach a compromise on the distribution key for funding among political parties.

Mr SCHOLZ (GUE/NGL, DE) welcomed the postponement of the vote, which he said would allow for further discussion in political groups. He noted that primary law appeared to make it impossible to give a central role to the ECJ, but felt that the compromise amendments did not adequately cover the role and composition of the Committee of eminent persons. He hoped that a compromise could be found on the distribution key for funding among political parties and called for strengthening the compromise amendment on gender balance. This last proposal was opposed by Mr MOREIRA, who stressed the need to leave some room for manoeuvre to political parties and proposed to provide for an involvement of the committee of eminent persons, and by Mr TRZASKOWSKI, who rejected the introduction of detailed prescriptions on gender balance.

Ms GIANNAKOU stressed that the EP already had experience with European political parties and that she had received no observations on her compromise amendments. She felt that the issue of legal personality would be solved by applying the law of the Member State in which the European political parties are established, and accepted the suggestion to keep in Article 3 a reference to EU values. She did not wish to open a discussion on the distribution key for funding among political parties, and opposed introducing detailed prescriptions on gender balance. Ms GIANNAKOU also felt that the EP, and not the ECJ, ought to oversee the implementation of the Regulation, and indicated that a meeting with the shadow rapporteurs would be held in order to prepare the AFCO vote in Strasbourg.

**\*\*\* *Heure des votes* \*\*\***

### ***Point 10 à l'ordre du jour***

#### **Interprétation de l'article 159 du règlement intérieur du Parlement: égalité des voix AFCO/7/12007**

- Adoption de l'interprétation du règlement du Parlement (à confirmer)

Le projet de lettre préparé par M. CASINI (PPE, IT) a été adopté à l'unanimité, moins une abstention.

\*\*\* *Fin des votes* \*\*\*

### ***Point 11 à l'ordre du jour***

#### **Communication du président sur les recommandations des coordinateurs**

M. CASINI (PPE, IT) a indiqué que les coordinateurs avaient recommandé de lui confier la responsabilité du rapport sur la modification des dates des élections européennes de 2014, ainsi que de confier à M. DUFF (ALDE, UK) la préparation du rapport d'initiative sur l'amélioration des modalités pratiques d'organisation des élections européennes. M. CASINI a également précisé qu'AFCO demanderait l'autorisation d'organiser une audition afin de préparer le rapport d'initiative sur le siège des institutions (voir point 12 ci-dessous).

### ***Point 12 à l'ordre du jour***

#### **La fixation des sièges des institutions de l'Union européenne**

AFCO/7/11302

Corapporteur(s): MM. HÄFNER (Verts/ALE, DE) et FOX (ECR, UK)

- Échange de vues

Mr CASINI (EPP, IT) opened the discussion by recalling the Conference of Presidents' decision that this own-initiative report should deal with the seats of all the institutions.

Mr FOX (ECR, UK) stated that, in spite of its title, the report would focus on the EP seat. He felt that there was a substantial majority of MEPs in favour of a single EP seat, for mainly three reasons: saving taxpayers' money, reducing carbon emissions and defending the EP's sovereignty to decide on its seat. He emphasised that the co-rapporteurs' intention was not to discuss where the EP seat should be, but whether or not the EP should have a single seat, and hoped that the EP could in due course propose an amendment to Protocol No 6. Regarding the timetable, Mr FOX explained that the plenary vote was scheduled in November in order to allow for sufficient contacts with the concerned Member States.

Ms LE GRIP (EPP, FR) stressed that it was the first time that a committee dealt with the institutions' seats and said that it was predictable that the discussions should focus on the EP seat. She recalled that Protocol No 6 provided that the EP's seat was located in Strasbourg, as confirmed by the ECJ case-law. Ms LE GRIP stressed the place of Strasbourg in the European heritage as well as the polycentric nature of the EU, and felt that locating the EP seat in Brussels would be the first step towards the emergence of a federal capital city.

Ms LE GRIP also pointed out that national parliaments do not always chose their seats. Ms GIANNAKOU (EPP, EL) felt that the French authorities had done much to assist the MEPs in their work in Strasbourg, but said that more needed to be done on flight links.

Ms JÄÄTENMÄKI (ALDE, FI) said that, whilst the decision to locate initially the EP seat in Strasbourg was wise, the costs generated by the Strasbourg sessions as well as the new tasks entrusted to the EP over the years had to be taken into account. She regretted the lack of direct flights to Strasbourg and the lengthy plenary sessions, which she linked to the health incident suffered by Mr PASTAMKOS (EPP, EL) the week before. Mr MOREIRA (S&D, PT) also expressed his support for a single EP seat in Brussels, but felt that a compensation had to be found for Strasbourg (e.g. by locating the EESC there). Mr AGNEW (EFD, UK) and BRONS (NI, UK) criticised the waste of resources generated by the current situation.

Mr DUFF (ALDE, UK) agreed with the timetable proposed for the handling of the dossier. He felt that parliaments should be located as closely as possible to the centres of power and proposed, with the support of Mr SCHOLZ (GUE/NGL, DE), that the issue of the EP seat be addressed in the framework of a broader Treaty revision. Mr DUFF also asked the co-rapporteurs to indicate what they intended to propose concerning the seats of the other institutions.

Mr GUALTIERI (S&D, IT), supported by Mr MOREIRA, wondered whether the timetable for the handling of the report should not be shortened. He said that the legal framework ought to be carefully assessed, in view in particular of the recent ECJ judgment, and felt that the symbolic value of Strasbourg could not be ignored. Mr GUALTIERI also said that the financial consequences of the current situation ought to be examined, but that they should not be the only criterion.

Mr TARAND (Greens/EFA, EE) felt that, even though the vast majority of MEPs would support a single EP seat in Brussels, the only way to secure unanimity in the European Council was to have a single seat in Strasbourg.

Mr HÄFNER (Greens/EFA, DE) welcomed the diversity of views expressed throughout the debate. He stressed that he wanted to make constructive proposals, and that the views expressed in a May hearing would be included in a draft report to be voted on by AFCO in October. Mr HÄFNER said that the proposals made in the report should only deal with the EP seat, and called for a close cooperation among AFCO members in order to find a consensual approach.

***Point 13 à l'ordre du jour***

**Examen à mi-parcours du programme de Stockholm**

AFCO/7/11938

Rapporteur: M. CASINI (PPE, IT)

- Échange de vues (à confirmer)

L'examen de ce point a été reporté à une date ultérieure.

***Point 15 à l'ordre du jour***

**Prochaine(s) réunion(s)**

- 22 avril 2013, de 15 heures à 18 h 30 (Bruxelles)
- 23 avril 2013, de 9 heures à 12 h 30 (Bruxelles)